

décidé de verser moins d'argent pour les soins de santé dans cette province qui est dirigée par un gouvernement libéral. C'est la même chose en Saskatchewan, sauf que le gouvernement est néo-démocrate. C'est encore la même chose en Nouvelle-Écosse, mais le gouvernement y est progressiste-conservateur. Avant les dernières élections en Colombie-Britannique, il y a eu une réduction des paiements de transfert, et le gouvernement était créditiste.

Le parti politique au pouvoir dans les provinces ne fait aucune différence. Si l'argent n'entre pas, vous ne pouvez pas le dépenser. La question qui se pose est de savoir si le Canada, en tant que nation, juge que l'accessibilité à des soins médicaux de qualité est une valeur qu'il chérit et constitue une caractéristique fondamentale de la citoyenneté. C'est cela qui importe.

Cet important débat devrait unir le pays en cette période de déchirement. C'est une question qui devrait nous rapprocher alors que tant de choses nous séparent et qui devrait mettre en valeur les principes dans lesquels nous croyons et non pas les idées qui nous divisent. Essayer de tourner, pour des raisons partiales, cet important débat sur un système qui nous tient unis est une erreur extrêmement grave.

Si le NPD a encore un brin de cette volonté bien connue de surmonter les haines partisans, de laisser de côté les jeux politiques, de rester à sa place et de ne pas essayer de s'accaparer le pouvoir, enfin de s'en tenir à nouveau aux valeurs—s'il lui reste encore un atome de cette volonté dans son esprit partial et déformé—, il devrait s'excuser d'avoir proposé cette motion. Il devrait la retirer. Il devrait dire qu'il comprend, comme moi, que le régime d'assurance-maladie revêt, dans le contexte du débat actuel sur l'unité de notre pays, trop d'importance pour ne pas être entaché, souillé, faussé, et déformé à ce point et servir à des fins politiques—dire enfin qu'il va retirer cette motion et s'excuser. Il devrait dire qu'il va mettre fin à ces attaques partiales et gratuites.

Je sais que le Nouveau Parti démocratique est amer de voir ces derniers mois sa cote de popularité baisser régulièrement, alors que celle du Parti libéral a monté ces deux derniers mois. Mais qu'il sache qu'il ne devrait pas s'alarmer de ces résultats, pas plus que le Parti libéral ne devrait se réjouir des siens. La seule chose qui compte, ce

Les crédits

sont les prochaines élections générales, car c'est à ce moment-là que le public décidera où nous devons siéger. C'est mal et c'est imprudent, c'est indigne et désavantageux, c'est peu perspicace, indélicat et inutile de renoncer à son comportement, à ses soi-disant convictions et à ses valeurs, à cause du résultat des derniers sondages d'opinion ou de se les faire dicter par celui-ci.

Je supplie mes collègues qui siègent à gauche et avec qui je ne suis pas toujours d'accord de bien vouloir renoncer à un esprit de parti aussi évident, à des beaux discours si intéressés et à des motions si stupides. Retrouvez de grâce un peu de la conscience que vous aviez jusqu'ici. Revenez à la raison et, une fois de plus, contribuez, tant soit peu, à servir le Canada et non à le détruire.

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Madame la Présidente, le député a exécuté sa performance habituelle à la Wayne Gretzsky, un mélange de bagou et d'insulte, mais il est clair qu'il voulait surtout détourner l'attention publique de l'embarras—qu'il ressent peut-être ou non; je lui donnerai la chance de le dire—causé par l'intention avouée du premier ministre de sa province de changer un des principes fondamentaux de notre système de santé.

M. Tobin: Où est la citation?

M. Heap: Il suggère que l'on songe à imposer des frais d'utilisation. De tels frais constitueraient une véritable atteinte à l'universalité et au financement public qui sont des principes du régime public d'assurance-maladie.

Au lieu d'aborder cette question, le député a préféré s'en prendre à certains gouvernements néo-démocrates provinciaux qui ont annoncé des compressions budgétaires dans les programmes de certains hôpitaux et autres services médicaux. Il prédit, je suppose, que le troisième gouvernement provincial néo-démocrate en fera autant dans son budget.

Personne n'est fier d'ordonner des mises à pied. Aucun parti représenté à la Chambre ne préconise certes de faire des mises à pied pour le plaisir d'en faire. Les mises à pied imposées dans le système de santé, qu'elles soient le fait de gouvernements provinciaux néo-démocrates, libéraux ou conservateurs, sont certainement regrettables. Elles ne constituent pas en elles-mêmes une attaque contre le régime public d'assurance-maladie ni une atteinte au principe d'universalité. S'il y a moins d'argent, il y a moins d'argent.